



**PRÉFET  
DE LA MANCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche  
477 Boulevard de la Dollée  
BP 70271  
50001 Saint-lô Cedex

Saint-lô, le 15/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOC DES ATELIERS LOUIS VUITTON**

La Lande Martel  
50220 Juilley

Références : 2025-251  
Code AIOT : 0005305671

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2025 dans l'établissement SOC DES ATELIERS LOUIS VUITTON implanté 2 ROUTE DU ROCHER 50220 JUILLEY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOC DES ATELIERS LOUIS VUITTON
- 2 ROUTE DU ROCHER 50220 JUILLEY
- Code AIOT : 0005305671
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Louis Vuitton exploite sur la commune de Juilley deux usines de fabrication de maroquinerie de luxe (sacs à main, sacs de voyage, etc.). Le premier établissement (site n°1) est situé 4 route de la Baie et a été construit en 2001, tandis que le second établissement (site n°2) est situé route de la Lande Martel et a été construit en 2003.

Le site n°1 est utilisé pour la réception des peaux, le repérage des défauts (par digitalisation), la découpe et l'affinage des peaux.

Le site n°2 est utilisé pour préparer les peaux et fabriquer les sacs. Une zone dédiée aux pièces détachées, à destination de toute la France, est également présente sur le site n°2.

Les deux établissements emploient au total environ 770 personnes (site n°1 -> 320 - site n°2 -> 450).

La présente inspection a concerné le site n°2.

### Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	3 mois
4	Plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande d'action corrective	3 mois
7	Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions	Arrêté Préfectoral du 07/08/2019, article 8.5.3.	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement des installations	Arrêté Préfectoral du 07/08/2019, article 1.2.2.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Périodicité du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
6	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
8	Modifications PAC ombrières	Code de l'environnement du 08/01/2020, article R. 181-14	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des points contrôlés, l'organisation mise en place est satisfaisante.

Des actions correctives sont attendues concernant les installations électriques.

La démarche engagée par l'exploitant concernant le risque incendie, notamment via les calculs D9 et D9A, est à poursuivre afin de conclure quant aux capacités en eaux d'extinction et en rétention de ces eaux et de mettre en oeuvre des mesures adaptées le cas échéant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Classement des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2019, article 1.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  Nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, annexée à l'article R. 511-9 du même code.
<b>Constats :</b>  L'établissement est soumis au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2360-1 "ateliers de fabrication de chaussures, maroquinerie ou travail des cuirs et des peaux", la puissance maximale de l'ensemble des machines en simultané étant de 800 kW. L'établissement est également soumis à déclaration au titre de plusieurs rubriques : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2355 "dépôts de peaux" (15 tonnes) ;</li> <li>- 2563-2 "nettoyage - dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles" (4 fontaines pour un total de 800 l) ;</li> <li>- 2910-A2 "combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931" (2 chaudières à gaz pour une puissance totale de 1,046 MW) ;</li> <li>- 2940-2b "application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc." (14 kg/j) ;</li> <li>- 4718-2b "gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 et gaz naturel" (3 bombonnes de propane enterrées, pour un total de 9,6 tonnes).</li> </ul>

L'inspection des installations classées questionne l'exploitant quant à l'évolution du classement de l'installation. L'exploitant indique en retour qu'aucune évolution n'est à noter.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Périodicité du contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier rapport de vérification, réalisé du 2 au 5 juillet 2024 par le bureau SOCOTEC, a été présenté à l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce rapport indique qu'une vérification partielle des installations a été réalisée, les circuits informatiques et les machines de production n'ayant pas pu être vérifiées entièrement (pas d'arrêt de l'exploitation).</p> <p>Le rapport fait état de 3 observations (absence de continuité de protection sur 2 lignes de production, éclairage de hotte détérioré).</p> <p>Le rapport Q18 ne fait état d'aucune anomalie et de l'absence de risque incendie.</p> <p>Le dernier rapport Q19 (avril 2024) a été présenté par l'exploitant. Deux anomalies ont été relevées et corrigées (voir point de contrôle n°5). Un rapport Q19 est en cours de rédaction (passage de l'organisme en avril 2025).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre le rapport Q19 d'avril 2025 lorsqu'il sera disponible.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de vérification précise que la vérification a été incomplète pour des raisons d'exploitation (voir point de contrôle n°3).</p> <p>L'installation des installations classées indique qu'en cas de vérification incomplète, une vérification complémentaire est à réaliser.</p> <p>L'exploitant prend note des remarques pour le prochain rapport de vérification, prévu en juillet 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en oeuvre, sous 3 mois, une vérification complète des installations électriques et de transmettre le rapport de vérification à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : Plan d'action suite au contrôle des installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant réalise le suivi des non-conformités à l'aide de la GMAO.</p> <p>L'exploitant n'a cependant pas été en mesure de montrer à l'inspection des installations classées le suivi des non-conformités observées dans le rapport de vérification et dans le rapport Q19.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de fournir, sous 1 mois, un extrait de la GMAO afin de vérifier le suivi et le solde des non-conformités relevées.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'établissement dispose d'un rapport DRPCE de novembre 2018. D'après l'exploitant, deux zonages ATEX sont présents sur site : un au niveau des chaudières et un au niveau des cuves de propane.</p> <p>Selon le dernier rapport de vérification, la conformité des équipements utilisés en zone ATEX n'est pas contrôlée par l'organisme qui réalise les vérifications électriques des installations.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de fournir, lors d'un prochain contrôle des installations électriques, le DRPCE à l'organisme afin que ce dernier vérifie l'adéquation des équipements utilisés en atmosphère explosive.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Etat général visuel des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées souligne le bon état des installations visitées (atelier de production, zone de stockage des peaux notamment) et n'a pas de remarque particulière sur ce point.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2019, article 8.5.3.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé par des dispositifs externes à l'installation.</p> <p>Les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire, puis convergent vers le dispositif de confinement.</p> <p>Les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'une vanne d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service du dispositif de confinement doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. Une consigne d'utilisation des organes de commande du dispositif de confinement est mise en place.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant s'assure de la disponibilité constante du volume de confinement minimal nécessaire de 747 m3 dans le bassin d'orage d'un volume total de 766 m3.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a relevé des non-conformités concernant les capacités en eau pour la défense incendie et la rétention des eaux d'extinction lors d'échanges entre l'exploitant et le SDIS en 2024, dans le cadre d'un porter à connaissance transmis par l'exploitant.</p> <p>L'inspection des installations demande à l'exploitant l'état d'avancement des calculs D9 (besoins en eau pour la défense incendie) et D9A (rétention des eaux d'extinction) qu'il s'est engagé à réaliser (courriel du 21 octobre 2024).</p> <p>L'exploitant répond que ces calculs sont en cours de réalisation mais nécessitent encore des ajustements.</p> <p>La finalisation des calculs D9 et D9A permettra de confirmer ou non la suffisance des réserves d'eau et de la capacité de confinement des eaux d'extinction sur les deux sites.</p>



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, sous 3 mois, les résultats des calculs D9 et D9A et les mesures prévues pour assurer la suffisance des réserves d'eau et des volumes de confinement des eaux d'extinction.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Modifications PAC ombrières**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/01/2020, article R. 181-14
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification d'une installation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a précisé qu'au regard de la réglementation applicable aux ombrières, le projet d'ombrières photovoltaïques est pour l'instant abandonné.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'installation des installations classées demande à l'exploitant de transmettre un courrier/courriel précisant que le porter à connaissance déposé en 2024 n'est plus d'actualité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite